

KOSOVO

Conférence de presse d'Amnesty International

Index AI: EUR 70/73/99

12 mai 1999

**Déclaration de Pierre Sané, secrétaire général d'Amnesty International
Conférence de La Haye pour la paix**

Nous sommes en 1999, à la veille du XXI^e siècle. En Europe, au Kosovo. Le mois de mars tire à sa fin. C'est l'après-midi. Un village est encerclé par les forces serbes. Les habitants, des Kosovars, reçoivent l'ordre de vider les lieux dans l'heure suivante. Tandis qu'une colonne de ces futurs réfugiés qu'on vient de dépouiller de tout s'avance sur la route, une dizaine d'hommes – masqués, mais en uniforme – commencent à tirer sur eux avec des armes automatiques. Une femme voit mourir sous ses yeux un membre de sa famille qui n'avait que quinze ans. Son propre fils, âgé de neuf ans, est blessé au cou par une balle. C'est le début d'un voyage cauchemardesque pour fuir le Kosovo. À l'instar d'une multitude de Kosovars réfugiés en Albanie et en Macédoine, cette femme a raconté son histoire aux chercheurs d'Amnesty International qui font leur travail sur le terrain. Elle a trouvé dans un camp de réfugiés une sécurité relative. Mais quelle assurance a-t-elle de trouver un jour la justice ?

La tragédie vécue par le Kosovo est une atteinte à la notion même de droits fondamentaux. Les violations flagrantes et systématiques qui sont commises depuis plusieurs mois dans cette province, sous les yeux de la communauté internationale, nous rappellent que l'idée de droits humains universels et inviolables, tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme les a définis il y a un peu plus de cinquante ans, peine à s'établir de façon solide dans le monde. Le simple fait que des expulsions, des exécutions extrajudiciaires et des « disparitions » soient encore perpétrées sur une aussi grande échelle en cette fin de siècle devrait suffire à dissiper brutalement la satisfaction que nous pourrions ressentir face aux progrès réalisés par le système international de protection des droits fondamentaux au cours des cinq dernières décennies. Ces colonnes humaines qui semblent sortir sans fin du Kosovo nous rappellent qu'il nous reste encore beaucoup à faire.

Les membres d'Amnesty International - un million à travers le monde - unissent leurs forces dans une campagne inlassable pour exiger que justice soit rendue aux victimes des graves atteintes aux droits humains commises au Kosovo. Notre volonté de mettre enfin un terme à l'impunité qui règne depuis si longtemps dans cette région se mesurera aux efforts déployés pour que le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie installé ici même, à La Haye, bénéficie de tout le soutien politique et financier nécessaire pour mener à bien cette mission essentielle. Cette question doit être inscrite de façon claire et définitive à l'ordre du jour de toute initiative en vue de parvenir à un règlement. De fait, il est préoccupant que, dans leur déclaration récente, les pays du G-8 n'aient évoqué ni la question de l'impunité ni le rôle décisif que peut jouer le tribunal international pour instaurer les conditions nécessaires à une paix durable dans la région.

Malheureusement, Amnesty International n'a pas été surprise par la tragédie humaine qui frappe aujourd'hui le Kosovo. Il y avait déjà plus de dix ans que l'Organisation recensait et dénonçait les atteintes aux droits humains systématiquement commises dans cette province. Tout au long de ces années, une bien petite partie des très nombreuses victimes de violations dont le nom et le cas étaient cités dans nos documents ont reçu une forme quelconque de réparation pour les crimes commis à leur encontre par la police et les forces de sécurité yougoslaves. Depuis les années 80, Amnesty International a fait savoir au monde entier, sur la base d'informations

soigneusement vérifiées, que les Kosovars étaient privés de leurs droits les plus fondamentaux, et ce faisant, elle n'a cessé d'avertir la communauté internationale qu'une crise des droits humains se préparait au Kosovo.

Les deux volumes que nous présentons aujourd'hui à La Haye dressent un tableau détaillé de la décennie de tortures, de mauvais traitements, de « disparitions » et de mort qui a précédé au Kosovo les événements déclenchés en mars 1999. On peut affirmer que le conflit actuel a compté parmi ses principaux catalyseurs le fait d'avoir continuellement ignoré les avertissements contenus dans ces documents, conjugué à l'absence quasi totale de réparation pour tous les habitants du Kosovo. C'est seulement en garantissant que tous ceux qui ont bafoué les droits humains et le droit international humanitaire seront tenus de rendre compte des actes commis au Kosovo - aussi bien dans le cadre du conflit actuel qu'au cours des dix années précédentes - que nous pouvons espérer éviter à l'avenir de nouveaux conflits et voir s'instaurer dans la région une véritable culture de respect des droits fondamentaux.

En publiant aujourd'hui ce recueil, Amnesty International souhaite poser quelques questions déroutantes à la communauté internationale. Au cours des réunions intergouvernementales, on parle beaucoup de la nécessité de mettre en place des systèmes d'alerte précoce pour éviter les conflits armés dans le monde. Or, nous avons ici un cas où les signaux d'alarme précoces n'ont pas manqué, bien au contraire. Pourquoi n'a-t-on pas écouté ces avertissements qui annonçaient avec insistance l'imminence d'une tragédie des droits humains? Pourquoi n'a-t-on pas fait preuve d'un peu d'imagination et d'énergie pour régler cette situation de manière plus efficace, en 1995, en 1991, en 1989? Et si un quelconque règlement pacifique est conclu et appliqué, est-ce qu'il accordera une place prioritaire aux garanties protégeant les droits humains, qui pourraient éviter que ces tragiques événements ne se reproduisent à l'avenir? Est-ce que les négociateurs accepteront à leur table les organisations non gouvernementales locales et régionales qui luttent pour la défense des droits fondamentaux et de la démocratie, ainsi que tous les autres acteurs de la société civile dont les voix et les prévisions ont trop souvent été ignorées par le passé?

Dix ans après les bouleversements de 1989, nous avons peut-être encore une dernière chance de bien faire les choses en Europe. Et bien faire les choses en Europe signifie mettre un terme aux violations flagrantes des droits fondamentaux. Mettre un terme aux expulsions. Mettre un terme à la répression qui vise les défenseurs des droits humains, les journalistes et d'autres acteurs de la société civile. Mettre un terme à l'impunité. Mais nous ne pourrons y arriver que si nous nous engageons à entreprendre une action créative et préventive. Dans un article publié récemment dans *The Guardian*, l'un des plus célèbres journalistes de la télévision britannique a reconnu qu'à la lumière des événements récents, il avait tiré la conclusion suivante : « J'aurais dû m'occuper du Kosovo beaucoup plus activement, et bien plus tôt. Lorsque l'Histoire interprétera la catastrophe des Balkans, les médias seront cités pour leur complicité dans ces événements - une complicité née de l'ennui. Pendant des années, tous les spécialistes des Balkans dans les milieux de l'information [...] ont parlé régulièrement de la crise à venir au Kosovo, et nous n'avons pratiquement rien fait [...] Si la Bosnie nous ennuyait, le Kosovo nous inspirait encore moins. Et si cela ne nous intéressait pas, nous, les médias, comment aurions-nous pu réclamer des comptes aux dirigeants politiques? ».

Pourtant, l'heure est bientôt venue de rendre des comptes. Y compris pour la communauté internationale, qui doit reconnaître le coût des avertissements ignorés, le prix des occasions perdues, et la nécessité résultante d'adopter une diplomatie préventive qui accorde la priorité aux droits humains. C'est alors, et alors seulement, que la longue route qui part du Kosovo pourra conduire enfin à la justice et à la paix !